

Les Girondins de Bordeaux en quête d'un avenir

Claire Mayer

Le club joue samedi un match crucial pour son maintien en Ligue 1 et est lancé dans un contre-la-montre pour trouver un nouveau propriétaire

FOOTBALL

BORDEAUX - correspondante

Les Girondins de Bordeaux joueront une partie de leur avenir samedi 8 mai à Nantes. Alors qu'il reste trois journées du championnat de France de football à disputer, leur maintien en Ligue 1, la première division professionnelle, n'est pas encore totalement assuré. Ce match, contre un club qui lutte, lui aussi, pour ne pas descendre à l'étage inférieur (Ligue 2), s'annonce crucial. Mais, au-delà de cette interrogation sur ses lendemains au plan sportif, c'est surtout celle sur sa survie tout court qui agite en ce moment le club, ainsi que les milieux politiques et économiques girondins. Le 22 avril, l'actionnaire principal, le fonds d'investissement américain King Street, a annoncé qu'il « *ne souhaitait plus soutenir le club et financer ses besoins actuels et futurs* ».

Depuis, les Girondins ont été placés sous la protection du tribunal de commerce de Bordeaux. Le mandataire ad hoc qui a été désigné, Frédéric Abitbol, doit, entre autres, aider Frédéric Longuépée, président du club, à examiner les possibles solutions de reprise. Le temps est compté, car si un projet émerge, il devra être finalisé d'ici à la mi-juillet. Plusieurs déclarations d'intention ont fleuri depuis le désengagement de King Street. Si l'avenir sportif comptera dans le dossier (un maintien en Ligue 1 n'aura pas le même poids qu'une relégation en Ligue 2), le volet financier n'est pas négligeable : le futur repreneur devra éponger une dette se situant entre 60 et 80 millions d'euros, et rembourser en octobre 2022 un emprunt de 40 millions d'euros.

Compter avec les supporters

Si aucune offre de reprise ne voit le jour, un redressement, voire une liquidation judiciaire pourrait sceller le sort d'un club qui existe depuis cent quarante ans, a été six fois champion de France, et a vu passer des joueurs de renom, tels Alain Giresse, Bixente Lizarazu ou encore Zinedine Zidane. Dans ce dossier, il faut toutefois compter avec un acteur de poids : les supporters. Plus particulièrement les Ultramarines, qui sont dans une opposition frontale à la direction du club depuis 2018 et le rachat, dans un premier temps par les Américains de GACP (General American Capital Partners) et King Street pour 100 millions d'euros, avant que King Street ne devienne l'actionnaire majoritaire fin 2019.

« Cela fait trois ans que les supporters ont une expertise très précise de la situation et ont su expliquer les dangers qui nous guettaient. Ils ont été pris de haut, peu écoutés, alors que cette expertise s'est malheureusement vérifiée au-delà de ce qu'ils craignaient, et aujourd'hui ça continue », se désole Florian Brunet, le porte-parole des Ultramarines.

Ces derniers n'ont eu de cesse, ces derniers mois, de réclamer la démission de Frédéric Longuépée, et ne souhaitent pas le voir rester aux commandes. Mais pour le maire de Bordeaux, Pierre Hurmic, « *la démission de Longuépée est derrière nous, je me projette sur l'avenir, je n'ai pas envie de faire le bilan des années King Street-Longuépée. Je veux désormais trouver une solution qui soit la plus partagée possible* ».

« Récupération politique »

La mairie a lancé, le 1^{er} mai, un « comité de soutien et de vigilance ». Il s'agit d'« *affirmer au propriétaire actuel du club, aux candidats repreneurs, aux supporters et plus largement à l'ensemble des personnes attachées au club, la mobilisation des acteurs politiques, économiques et sportifs pour sauver sportivement et financièrement le club* », explique le maire. « *On veut assurer haut et fort notre souhait que le prochain repreneur soit porteur d'un véritable projet sportif et d'un nouveau mode de gouvernance, qu'il reste fidèle à ces principes, à ces valeurs* », ajoute Pierre Hurmic. Ce comité a lancé « *Tous Girondins !* », un appel de soutien au club pour « *toutes celles et ceux qui veulent que les*

Girondins de Bordeaux retrouvent leur âme, les valeurs sportives, populaires et locales sur lesquelles il [le club] a bâti son histoire et son identité ». Celui-ci a reçu l'appui de personnalités telles que le chef cuisinier Philippe Etchebest ou encore le musicien Pascal Obispo.

L'initiative n'est pas du goût des Ultramarines. Florian Brunet y voit une « *récupération politique* » et déplore que les supporters « *n'aient pas été conviés à y prendre part* ». Le porte-parole des Ultramarines dénonce par ailleurs le fait que les politiques « *amènent sur la table des sujets dont on ne veut absolument pas* ».

Alors que, ces dernières semaines, la place des supporters au sein des clubs est au cœur des débats, par exemple en Angleterre, à la suite du projet de sécession de douze grands clubs européens (dont six anglais) dans une Super Ligue fermée, Florian Brunet écarte l'idée de « supporters actionnaires », comme c'est le cas au Real Madrid, ou encore à Bilbao.

« *Notre importance est de fait, elle n'a pas besoin d'être officialisée* », argumente-t-il, ajoutant que « *c'est même un danger pour nous, car notre indépendance d'esprit, notre indépendance financière sont la base de notre crédibilité* ». Samedi, Bordeaux affrontera Nantes, un autre « monument » en péril (sur le plan sportif), où, là aussi, les supporters sont, depuis de nombreux mois, dans une opposition avec la direction du club. Une partie de l'avenir des Girondins s'éclaircira peut-être.